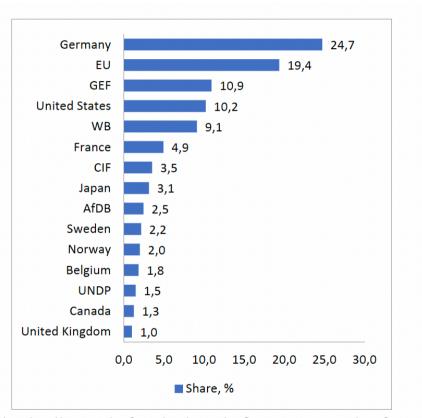
Quels moteurs économiques pour stimuler la Restauration des Paysages Forestiers (RPF)? Comment financer la RPF dans la zone forestière du Cameroun?

Les financements internationaux pour les forêts d'Afrique centrale

- Ces financements représentent seulement 11,5 % des financements dévolus aux forêts tropicales,
- Cette situation semble changer avec de nouvelles initiatives (CAFI...),
- Mais si nous avions les milliards promis pour la RPF, comment pourrions-nous efficacement les utiliser?



Part des bailleurs de fonds dans le financement des forêts

Au-delà du mythe de la manne financière pour la restauration des paysages

De quoi a-t-on besoin?

- Ce mythe est entretenu par de nombreuses initiatives (carbone, compensations écologiques...),
- Les populations locales attendent,
- Hors, la restauration des paysages forestiers doit être un processus durable,
- Il ne doit pas dépendre uniquement ou indéfiniment de dons venus de l'extérieur,
- Après une période d'investissement, en partie financée par des dons, le processus de RPF doit se poursuivre,
- Que faut-il faire pour assurer cela?



La RPF dans la zone forestière du Cameroun

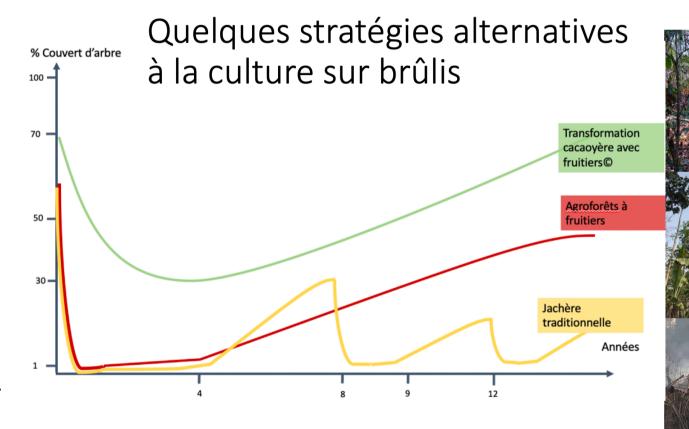
Comment procéder?

- La principale source de dégradation forestière étant, dans la région, l'agriculture vivrière:
 - La RPF doit être associée au développement rural,
 - Les causes de dégradation doivent être finement analysées avec les populations concernées,
 - Les aider à avoir une vision de leur avenir,
 - Identifier, avec elles, les moteurs économiques possibles qui leur permettront d'améliorer leurs revenus, via un développement agro-forestier compatible avec la préservation de l'environnement,
 - Les accompagner pour mener des actions afin de développer ces moteurs économiques, (adaptive comanagement, coaching...)



Moteur économique 1: les agroforêts à cacao, fruitiers, PFNL

- Les agroforêts
 permettent une
 production agricole
 tout en sortant du
 système de la culture
 sur brûlis.
- C'est un moyen de réduire la dégradation forestière liée à l'agriculture.
- C'est une mesure de restauration forestière.



Moteur économique 2 : la bio-énergie et le recyclage

- La génération d'électricité en milieu rural à partir du bois ou des déchets agricoles,
- Des plantations pour le bois énergie,
- Le recyclage des déchets agricoles pour faire des fertilisants (cacao, huile de palme...)
- L'utilisation des déchets agricoles pour produire des carburants.

Moteur 3: Le bois d'œuvre et ses limites

- Il existe de nombreuses dés-incitations à planter des arbres pour le bois d'œuvre au Cameroun:
 - La régulation (taxes d'abattage, DME...),
 - La présence de bois sur pied naturels « gratuits »,
 - Le temps encore long de la production du bois,
 - Le manque actuel de recherches, sur les espèces de bois d'oeuvre à croissances rapides.
- Il existe aussi des incitations à dégrader la forêt: le droit de hache, la culture sur brûlis,



D'autres moteurs économiques possibles :

- L'écotourisme,
- L'artisanat,
- La transformation des produits agricoles,
- Le palmier à huile,
- Et une combinaison de ces activités... tel que agroforêt à cacao et tourisme.
- Les diverses formes de certification pouvant être des incitations à aller vers une agriculture verte (cacao, huile de palme).



Problèmes techniques

- Le manque de recherche d'accompagnement aux niveaux nationaux et régionaux sur:
 - choix des espèces et des provenances
 - Les sources de matériel végétal améliorés,
- Le besoin de conseils agricoles,
- Le manque d'infrastructures (routes, unités de transformation...)



La nécessité d'investissements dans les infrastructures rurales

Pour la restauration des écosystème forestiers dans un monde fini

- Pour que le monde rural contribue aux objectifs nationaux de sécurité alimentaire dans le cadre de la préservation des écosystèmes, il faut lui en donner les moyens :
 - Sécuriser les terres dévolues aux cultures vivrières dans les plans d'aménagement du territoire,
 - · Aider les agriculteurs à définir une vision de leur développement,
 - Créer des institutions qui organisent des communs pour la gestion de l'espace, la sécurité foncière, la gestion de mécanismes financiers, la commercialisation des produits,
 - Des contrats de développement entre l'État et les populations locales, qui incluent des investissements dans les routes, les écoles, les dispensaires et une gestion de l'espace qui garantisse la viabilité des écosystèmes.

Et si la manne financière arrivait?

Que faudrait-il faire?

- En fin de compte ces financements seraient bien utiles :
 - Utiliser les dons pour faciliter la création de communs, sécuriser les espaces des populations locales, les aider à s'organiser pour gérer leurs espaces, permettre l'organisation de mécanismes financiers, financer la recherche d'accompagnement sur les techniques de plantations forestières, agro-forestières et agricoles,
 - Utiliser des prêts pour les financements d'investissements productifs et aider l'Etat à investir plus rapidement et massivement dans les infrastructures rurales, cela dans le cadre d'un accord avec les communautés locales pour un développement accéléré compatible avec la restauration des paysages forestiers.